CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 67.746/2/V
du 19 août 2020

sur

un projet d'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant le contenu et les modalités du concours de recrutement de capitaines, francophones et néerlandophones, masculins ou féminins, pour le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 67.746/2/V
van 19 augustus 2020

over

een ontwerp van ministerieel besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'tot vatstelling van de inhoud en de modaliteiten van het wervingsexamen voor Franstalige en Nederlandstalige kapiteins, mannelijk of vrouwelijk, voor de Brusselse hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische hulp'

‡LW-CAIUODGBF-GHHEGUQ‡

Le 8 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 24 août 2020, sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant le contenu et les modalités du concours de recrutement de capitaines, francophones et néerlandophones, masculins ou féminins, pour le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 19 août 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 août 2020.

*

Op 8 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 24 augustus 2020 een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vatstelling van de inhoud en de modaliteiten van het wervingsexamen voor Franstalige en Nederlandstalige kapiteins, mannelijk of vrouwelijk, voor de Brusselse hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische hulp'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 19 augustus 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 augustus 2020.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

‡LW-CAIUODGBF-GHHEGUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ

Pour l'essentiel, le projet soumis pour avis est similaire au projet d'arrêté ministériel 'fixant le contenu et les modalités du concours de recrutement de capitaines, francophones et néerlandophones, masculins ou féminins, pour le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale', sur lequel la section de législation a donné le 27 avril 2020 l'avis n° 67.194/2.

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé sa compétence sur les dispositions examinées et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur celles-ci, qu'elles demeurent inchangées ou qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations formulées dans le premier avis. Dans ce dernier cas, la section de législation ne se prononce pas sur la question de savoir si ces observations ont été ou non correctement suivies.

Les différences par rapport au premier projet consistent essentiellement en des adaptations destinées à tenir compte de l'avis précité. Toutefois, les annexes à la demande d'avis contiennent un courrier du Directeur général du SIAMU du 25 juin 2020, lequel indique qu'outre les modifications apportées au projet d'arrêté ministériel à la suite de l'avis de la section de législation, d'autres modifications « d'ordre organisationnel » ont été apportées à cet arrêté, qui sont détaillées en annexe de ce courrier. Cependant, ce document apparaît incomplet et peu structuré, de sorte que la section de législation n'a pas été en mesure de distinguer de manière exhaustive quelles dispositions de l'arrêté à l'examen sont nouvelles par rapport au projet sur lequel a été donné l'avis n° 67.194/2 et qui ne résultent pas des observations faites dans cet avis. Tout au plus la section de législation a-t-elle pu observer des modifications :

– du préambule ;

– de l'article 5 du projet, auquel sont ajoutés deux alinéas, l'un visant l'hypothèse de l'absence du candidat à la séance d'information, qui entend ainsi répondre à l'observation formulée par la section de législation dans son avis n° 67.194/2 et qui ne sera, à ce titre, pas examiné, l'autre, en revanche, visant le droit pour l'organisateur des épreuves d'ajouter des journées de session supplémentaires s'il l'estime nécessaire ;

– de l'article 7 du projet, qui ne précise plus les points attribués à chaque épreuve du module 2.1 et qui dispose qu'ont réussi, les candidats qui ont obtenu « au moins 60 % des points attribués à l'ensemble du module » ;

‡LW-CAIUODGBF-GHHEGUQ‡

– de l'article 10 du projet, dans lequel « l'épreuve de résistance à la claustrophobie » devient « l'épreuve de résistance au stress en milieu confiné » et dans lequel il est prévu, dans un nouvel alinéa 2, que les candidats doivent compléter, à l'issue du module 2.2, un « test d'inventaire des tendances dysfonctionnelles (TD12) » ;

– de l'article 11 du projet, qui prévoit une cotation différente à l'entretien et à la mise en situation qui constituent le module 2.3 et qui prévoit, à l'alinéa 4, qu' « un agent de Bruxelles Fonction publique » préside le jury.

Le présent avis porte donc uniquement sur ces dispositions qui, sur la base de ce que la section de législation a pu distinguer, apparaissent nouvelles par rapport au projet sur lequel l'avis n° 67.194/2 a été donné et qui ne résultent pas des observations formulées dans cet avis.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il convient de faire débuter le préambule par une mention de l'auteur du projet d'arrêté, soit le Ministre en charge de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente.

2. L'alinéa 2 sera omis, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2011 qui y est visé ne constituant ni un fondement juridique de l'arrêté à l'examen ni un texte modifié par ce dernier.

3. L'alinéa du préambule visant l'avis du Conseil d'État devra renseigner non seulement le présent avis mais également l'avis n° 67.194/2 précité.

DISPOSITIF

Article 7

Il convient d'indiquer, comme le faisait le projet qui a fait l'objet de l'avis n° 67.194/2, comment sont répartis les 100 points du module 2.1 entre les deux épreuves qui le constituent, afin de pouvoir déterminer si une plus grande importance est accordée à l'une de ces épreuves par rapport à l'autre.

*

‡LW-CAIUODGBF-GHHEGUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID

Het ontwerp dat om advies is voorgelegd, stemt grotendeels overeen met het ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de inhoud en de modaliteiten van het wervingsexamen voor Franstalige en Nederlandstalige kapiteins, mannelijk of vrouwelijk, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp' waarover de afdeling Wetgeving op 27 april 2020 advies 67.194/2 heeft uitgebracht.

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies heeft gegeven, heeft ze, wat de onderzochte bepalingen betreft, haar bevoegdheid opgebruikt en komt het haar derhalve niet toe om zich daarover opnieuw uit te spreken, ongeacht of die bepalingen ongewijzigd gebleven zijn dan wel herzien zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn. In dat laatste geval spreekt de afdeling Wetgeving zich niet uit over de vraag of die opmerkingen al dan niet correct zijn gevolgd.

De verschillen ten opzichte van het eerste ontwerp bestaan hoofdzakelijk in aanpassingen die ertoe strekken met het voormelde advies rekening te houden. In de bijlagen bij de adviesaanvraag bevindt zich echter een brief van de Directeur-generaal van de DBDMH van 25 juni 2020 waarin wordt vermeld dat in het ontwerp van ministerieel besluit niet alleen de wijzigingen ingevolge het advies van de afdeling Wetgeving maar ook andere organisatorische wijzigingen zijn aangebracht, die in de bijlage bij die brief nader worden omschreven. Dat document is echter onvolledig en weinig gestructureerd zodat de afdeling Wetgeving de bepalingen van het voorliggende besluit die nieuw zijn ten opzichte van het ontwerp waarover advies 67.194/2 is uitgebracht, niet allemaal heeft kunnen onderscheiden van die welke niet resulteren uit de opmerkingen die in dat advies zijn gemaakt. De afdeling Wetgeving heeft hoogstens wijzigingen kunnen vaststellen in:

– de aanhef;

– artikel 5 van het ontwerp, waaraan twee leden zijn toegevoegd (het ene lid verwijst naar het geval waarin de kandidaat niet aanwezig is op de informatiesessie en is aldus bedoeld om tegemoet te komen aan de opmerking die de afdeling Wetgeving in haar advies 67.194/2 heeft geformuleerd; het zal om die reden dan ook niet worden onderzocht; het andere lid verwijst daarentegen naar het recht van de organisator van de proeven om extra sessiedagen toe te voegen indien hij dit nodig acht);

‡LW-CAIUODGBF-GHHEGUQ‡

– artikel 7 van het ontwerp, waarin niet langer meer wordt gepreciseerd hoeveel punten aan elk van de proeven van module 2.1 worden toegekend en waarin wordt bepaald dat de kandidaten die "minstens 60 % van de punten toegekend aan het geheel van de module" hebben behaald, zijn geslaagd;

– artikel 10 van het ontwerp, waarin de "claustrofobie-oefening" de "stressbestendigheidstest in een besloten ruimte" wordt en waarin een nieuw tweede lid bepaalt dat de kandidaten na afloop van module 2.2 een "persoonlijkheidstest (TD12)" moeten invullen;

– artikel 11 van het ontwerp, dat voorziet in een andere quotering voor het gesprek en het te volgen scenario die samen module 2.3 vormen en waarvan het vierde lid bepaalt dat "een personeelslid van Brussel Openbaar Ambt" de commissie voorzit.

Het voorliggende advies heeft dan ook alleen betrekking op die bepalingen, die op basis van wat de afdeling Wetgeving heeft kunnen opmerken nieuw lijken te zijn ten opzichte van het ontwerp waarover advies 67.194/2 is uitgebracht en die niet het gevolg zijn van de opmerkingen die in dit laatste advies zijn gemaakt.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De aanhef van het ontwerp dient te beginnen met de vermelding van de steller van het ontwerpbesluit, namelijk de Minister bevoegd voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp.

2. Het tweede lid moet worden weggelaten aangezien het in dat lid bedoelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2011 geen rechtsgrond oplevert voor het voorliggende besluit en er evenmin door wordt gewijzigd.

3. In het lid van de aanhef waarin wordt verwezen naar het advies van de Raad van State, moet niet alleen het voorliggende advies, maar ook het voormelde advies 67.194/2 worden vermeld.

‡LW-CAIUODGBF-GHHEGUQ‡

DISPOSITIEF

Artikel 7

Net zoals het geval was in het ontwerp waarover advies 67.194/2 is gegeven, dient te worden aangegeven hoe de 100 punten van module 2.1 worden verdeeld over de twee proeven waaruit die module bestaat, teneinde te kunnen bepalen of aan een van die proeven meer belang wordt toegekend dan aan de andere.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Pierre VANDERNOOT

‡LW-CAIUODGBF-GHHEGUQ‡